

Monsieur le Directeur des Ressources humaines, Mesdames et Messieurs les personnels des Divisions des Personnels Enseignants, chers collègues,

C'est dans un contexte politique troublé que se tient cette CAPA de la phase intra-académique du mouvement des personnels enseignants au sein de notre académie.

A l'heure où les propos récents du Ministre Blanquer menacent l'avenir du paritarisme et visent à étouffer un peu plus le dialogue social, déjà mis en péril par une possible fusion des académies qui ne fera qu'accroître la distance entre nos collègues et l'administration, et creuser un peu plus les inégalités géographiques, le SE-Unsa tient à exprimer son inquiétude.

Au SE-Unsa, nous avons toujours privilégié les échanges avec l'administration dans l'intérêt de nos collègues et de nos élèves. Nous tenons d'ailleurs à remercier les services de la division des personnels enseignants pour leur réactivité et leur bienveillance, voire leur indulgence dans la prise en compte de situations qui lui sont tardivement présentées, et pour son écoute des représentants des personnels. Aussi, nous ne souhaitons pas que les CAPA deviennent les chambres d'enregistrement de décisions déjà prises.

Et nous avons d'autant plus besoin de maintenir ce lien, particulièrement dans une académie qui brasse des flux massifs de personnels, et qui souffre d'un grand manque d'attractivité. Ce sont plus de 3 700 collègues qui participent au mouvement cette année, assortis de plus de 2 000 contractuels qui viennent combler les chaires non pourvues.

Ces chiffres impressionnants ne peuvent dissimuler de très grandes inégalités dans cette mobilité géographique qui n'a, dans certains corps et certaines disciplines, de mobilité que le nom.

Comment rester de marbre, en effet, devant le scandale de la Technologie. Sur 151 postes offerts au mouvement, 109 demeurent vacants sur l'ensemble de l'académie. Ce chiffre alarmant en dit long sur le malaise des collègues de cette discipline, dont l'espoir de quitter notre académie au bout de quelques années se réduit comme peau de chagrin, donnant lieu à des situations dramatiques d'éloignement familial. Comment s'étonner alors du nombre toujours croissant de demandes à caractère médical déposées par les enseignants de la discipline, et de la désaffection d'un grand nombre d'entre eux ? Le recours massif à des personnels non titulaires, dont nous ne remettons pas en question la légitimité, mais dont le manque de formation et d'expérience est préjudiciable tant pour ces collègues eux-mêmes que pour nos élèves, met à mal la stabilité pédagogique nécessaire à la mise en place de conditions décentes et sereines d'exercice, et l'équilibre de l'ensemble de l'établissement et de ses acteurs. Cela entraîne également une délicate gestion des ressources humaines pour ces personnels non titulaires qui sont aussi, à l'UNSA Education, notre préoccupation, et dont nous avons accompagné un grand nombre d'entre eux cette année.

Autre exemple soulignant l'incohérence du mouvement, la situation préoccupante des TZR. Au SE-Unsa, nous souhaitons que les collègues sur zone de remplacement ne soient plus affectés hors zone, que des points de stabilisation soient accordés à ceux d'entre eux qui exercent sur trois établissements, et que ceux exerçant chaque année en éducation prioritaire, mais sur des établissements différents, bénéficient de la bonification REP au bout de cinq ans. Beaucoup

d'entrants dans le métier seront TZR sans l'avoir demandé, et il est de notre responsabilité de leur offrir des conditions propices à leur assurer un début de carrière confortable.

Nous demandons également qu'une attention particulière soit accordée aux collègues stagiaires, et que l'engagement de l'administration à ne pas les affecter sur des berceaux en éducation prioritaire soit respecté.

Il est grand temps de repenser les règles d'un mouvement qui n'avantage pas tout le monde, sclérosé par les liens juridiques de convenance contractés par certains collègues, qui n'ont que cette possibilité pour se déplacer, entraînant une augmentation des barres d'entrée et condamnant d'autres collègues à restés immobilisés pendant des années, loin de leurs proches, les acculant parfois à la démission.

Nous ne pouvons accepter davantage l'hémorragie dont souffre notre académie, dont la pénurie d'enseignants, dans certaines disciplines, se fait cruellement sentir. Penser le mouvement pour panser l'une des plaies de l'Education Nationale, c'est le travail qu'il importe de mener pour favoriser une génération de collègues heureux dans leur métier, et qui n'en seront que meilleurs pédagogues pour les élèves dont nous avons la responsabilité. Il en va de l'avenir de notre académie et de notre profession.

Merci de votre attention,

Sandrine ROUX
David LELONG
Les élus du SE-Unsa